

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 230 - VENDREDI 03 OCTOBRE 2014

PÂQUERETTE NOSTALGIQUE

"Ma" députée vient de distribuer sa "réserve parlementaire". Aux maires méritants de sa circonscription. Qui s'en souviendront aux prochaines échéances. Ha ! Il y a encore, Dieu soit loué ! quelques restes d'Ancien Régime... ●

AGENDA MILITANT

→ 6 octobre

Paris [Pourquoi les femmes sont plus petites que les hommes ?](#)

→ 9 octobre

Rennes [Assemblée d'Ensemble !](#)

→ 10 octobre

Saint-Ouen [Réunion de l'OMOS](#)
Marseille [Qui a tué Jaurès ?](#)

→ 11 octobre

Europe [Journée européenne d'action contre le TAFTA](#)



À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[Fier d'être une faille, Le citoyen sans dents](#)
Serge Grossvak

→ Démocratie, pouvoir...

["Local ET national"](#), Pierre Gineste

→ Nouvelle force politique

[Les institutions "au coeur de la révolution citoyenne" ?](#), Positions

Choisir ses armes face au choix des larmes

En lançant le Mouvement pour la VI^e République, Jean-Luc Mélenchon cible juste. Le système politique est aux abois et seule sa refondation permettra d'en finir avec la présidentialisation de la vie politique et la dérive autoritaire actuelle, où les formes de représentation sont essentiellement synonymes de dépossession des citoyens. Outre sa critique ancienne de la V^e République et la mise en cause de la pente antidémocratique du capitalisme, il souligne¹ désormais, comme nous le disons depuis quelques années, que les partis sont incapables de porter un tel changement, notamment du fait de leur institutionnalisation.

Oui, il faut qu'un mouvement citoyen déborde les formes traditionnelles de la vie politique et de la vie partisane : cette idée familière aux lecteurs de *Cerises*, il est bon qu'elle soit de plus en plus largement partagée !

Annonçant la couleur comme à son habitude, l'ancien président du Parti de gauche souligne qu'il s'agit avec son initiative à la fois de « préparer des événements fortuits » (si le pouvoir actuel s'écroulait) et de « préparer le rendez-vous de 2017 ». C'est peut-être là que, comme beaucoup au sein du Front de gauche et non loin de lui, nous aurions préféré qu'elle soit d'emblée une construction collective. Il ne faudrait pas que le second point - son souhait d'être le candidat charismatique de l'insurrection citoyenne à l'élection présidentielle - vienne gâcher la démarche toute entière : si en politique, ce sont souvent "ceux qui font qui ont raison", le patrimoine commun du Front de gauche permettait que l'initiative soit débattue et qu'elle ait d'emblée une surface plus large et rassembleuse.

Reste un enjeu majeur : que l'exigence d'une révolution démocratique ne se substitue pas à la lutte contre l'austérité, et surtout qu'elle aille avec la bataille pour l'égalité. En effet, face à Marine Le Pen, qui construit une cohérence sociale-nationaliste et raciste, et face à la droite, qui fera la jonction entre les bonnets rouges et les homophobes, l'idée qu'il faut que le peuple se fédère ne fera pas, seule, le poids. Si l'on se situe dans l'idée d'une subversion de l'ordre social, il faut une visée portant l'exigence globale d'émancipation, en même temps qu'une alternative sociale et écologique, et des objectifs concrets.

● Gilles Alfonsi 

1. Entretien dans *Politis*, 25 septembre 2014.

Avec et au-delà de Foucault : quelle stratégie d'émancipation ?

Alain Brossat n'entend pas résumer la pensée foisonnante de Michel Foucault. Contre les récupérations-normalisation plus que jamais à l'œuvre trente ans après la mort du philosophe, l'auteur tente plutôt de "mettre au travail" le texte foucauldien, sous la forme d'un compagnonnage de pensée, pour établir un diagnostic du présent.

Dans le dialogue qui suit, c'est le geste - souvent polémique et dérangeant, mais particulièrement stimulant quoi qu'on en pense au fond - d'Alain Brossat, reprenant celui de Michel Foucault, que nous proposons au lecteur de rencontrer.

Gilles Alfonsi - À la lettre R comme « *Raconter des histoires qui comptent* », vous énoncez des éléments d'une stratégie politique : « *agir politiquement, dans nos sociétés, consisterait, au fond, moins à définir les conditions d'une alternative globale aux conditions présentes et à créer les conditions de l'apparition (d'un) "autre monde" qu'à se rendre ingouvernable.* » Vous soulignez la force d'une « *parole qui parle* » non simplement pour témoigner mais pour « *restituer une expérience* » et exprimer une pensée. On vous suit dans cette idée que les prises de parole de la plèbe peuvent, à condition de ne pas se laisser récupérer et instrumentaliser, signifier : « *nous ne voulons pas être gouvernés (conduits) par ces gens-là, sur ce modèle, à ces fins-là.* » Et on peut certes évoquer, comme vous le faites à propos des années 70, « *la multitude dispersée*

de prises de parole et de prises d'écritures », de « *conduites ingouvernables* ». Cependant, il faut bien constater qu'il n'existe aucune mécanique qui, à partir de là, constitue un « devenir plèbe global ». Une stratégie politique doit-elle renoncer à travailler explicitement (et effectivement) en faveur d'un mouvement global de la plèbe ? Faut-il s'en remettre à la convergence spontanée de paroles et actions éparses ?



Alain Brossat - Merci pour vos questions, et comprenez bien dans quel esprit j'y réponds, qui n'est pas celui d'un homme politique sûr de son fait et qui cherche constamment à améliorer et renouveler la batterie des réponses à ses objecteurs. Mes textes présentent, parfois, j'espère, des propositions de pensée, mais ils n'ont pas de caractère programmatique. Je n'ai donc rien en particulier à « défendre » (comme c'est le cas lorsqu'on est dans une configuration politique classique), et lorsque je prends connaissance de vos questions, mon premier souci n'est pas de me défendre des objections qu'elles peuvent contenir, mais bien d'y entendre

ce qui, dans mes propres propositions, resterait en suspens ou tomberait à plat. Je ne tiens pas une position sur un échiquier politique, j'essaie de penser la question politique sous d'autres conditions que celles de la démocratie d'État. Je cherche les lignes de fuite hors de ce réduit dans lequel la vie politique disparaît au profit de la vie administrée, je cherche le bord extérieur et l'envers de cette politique par antiphrase - ce hors-champ de la politique institutionnelle dans lequel, seul, la politique peut redevenir un domaine vivant - celui de l'action de la masse, de l'autonomie du sujet, de la présence de l'événement.

J'essaie donc de prendre les choses « à l'envers » - en m'intéressant aux conduites de défection. Le modèle de l'action politique, ce ne serait donc pas autour de l'énergie, de la clairvoyance et de la détermination de ceux qui se rassemblent autour d'un programme et d'un but déterminé qu'il s'agencierait, ce ne serait pas autour de formes d'organisation, mais plutôt autour du mouvement de la fuite, de la rétivité, de l'interruption - « ne pas faire », se mettre en travers, faire les choses de travers, traîner, bref ●●●

●●● toute la gamme des formes de résistances non héroïques. C'est ce que j'appelle "se rendre ingouvernable" et qui suppose un engagement des subjectivités contre tout ce qui vise à les mettre en condition pour qu'elles soient disponibles à ce qui constitue la finalité première de l'exercice d'un pouvoir - "faire faire", répartir et mettre en ordre - plutôt qu'exercer une contrainte directe.

En ce sens, ce que j'essaie de penser, c'est la fin d'un modèle de la politique pensée comme architecture, construction, édification (de partis, d'institutions, de formes de vie, de normes...) de formes institutionnelles en concurrence les unes avec les autres, et donc de composition de forces dont le propre est de ne jamais s'interroger sur les pré-conditions de leur formation (ce qui a pour effet, entre autres, que les partis révolutionnaires ont pour vocation, dans nos sociétés, de devenir à terme, comme les autres, des partis de l'État). Dans ces sociétés plastiques où la force centripète et la puissance d'agrégation de l'État est si peu résistible, toute force d'opposition, tout pôle critique qui entreprend de composer une force, de présenter une alternative sans s'interroger sur les fondements et les modalités de cette composition, de l'effort d'édification qui en découle, se condamne à trouver sa place dans "le système" ; celui-ci est ici envisagé comme une sorte d'espace urbain dans lequel toute puissance d'agir trouverait son emplacement en termes de cadre bâti.

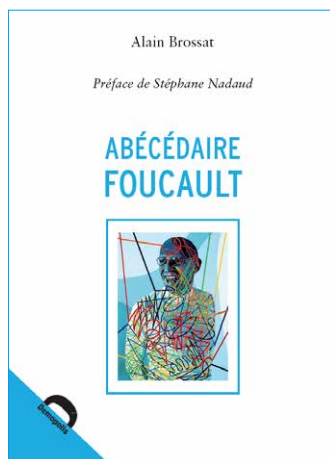
Le geste politique "plébéen" s'amorce donc avec la suspension de cette pulsion d'édification et se prolongerait avec son inversion ; avec la critique radicale de ce premier mouvement inscrit dans les gênes des abeilles qui s'activent selon leur "programme" (de faux animaux politiques, donc).

Il n'y a pas de "lutte finale", il y a une résistance infinie à cet "ordre des choses" qui se donne à nous comme insurmontable et définitif, à cette "règle du jeu" qui vise à nous convaincre que ce monde est clos, étanche, que les lignes de fuite n'existent pas.

Refonder la politique, cela commence toujours par changer de geste, en changer les gestes fondamentaux. La défection est donc en ce sens le geste inaugural qui s'oppose à ce geste de l'abeille-militant(e) qui, à force de butiner dans les prés et les forêts du mécontentement, de la révolte, de l'énergie révolutionnaire, finit toujours par fabriquer le miel dont on fait les partis de gouvernement - et contribue à reconduire par là même le malheur du monde.

La défection, comme la fuite, n'est pas, dans un premier temps du moins, un geste de rassemblement mais de dispersion. On ne peut donc pas faire revenir dans cet autre geste des mots comme "global" ou "convergence" qui visent, qu'on le veuille ou non, à restaurer le modèle classique de la politique d'"architecte". Or, c'est la désorganisation du système, son dysfonctionnement, son dérèglement et son détournement au profit des sujets sans qualité qu'il s'agit d'organiser - et non pas sa destruction définitive à l'occasion d'une confrontation finale avec une force incarnant une intelligence des choses supérieure. Il n'y a pas de "lutte finale", il y a une résistance infinie à cet "ordre des choses" qui se donne à nous comme insurmontable et définitif, à cette "règle du jeu" qui vise à nous convaincre que ce monde est clos, étanche, que les lignes de fuite n'existent pas. La politique, ça n'est pas une question d'alternative globale, mais d'ouverture d'espaces autres, de création, d'invention d'interstices dans lesquels se donne à voir l'envers des choses - c'est cela la puissance des contre-conduites.

C'est une pure illusion que penser que nous pourrions rejeter un jour le fardeau d'une "domination" dans laquelle se concentre le tout de ce qui nous accable et nous redresser, enfin émancipés, pour conduire notre vie d'hommes libres et en pleine conscience, dans un monde enfin adéquat à lui-même. L'élément de notre liberté, qui est toujours déjà ●●●



Alain Brossat,
Abécédaire Foucault
 Préface de Stéphane Nadaud
 Ed. Demopolis
 368 p. - 25 €

●●● là, c'est cette durée infinie dans laquelle nous l'éprouvons (ou pas) en multipliant (ou pas) les gestes de défection et les conduites de résistance. Ce qui ne veut pas du tout dire que l'individu (comme conscience éthique) serait le siège premier et dernier de la politique ainsi redéfinie. Au contraire, la défection est, par excellence, le geste contagieux, celui qui s'effectue dans l'horizon du transindividuel. Le modèle de la contagion (au fil de laquelle s'étendent les poches de résistance) est ici celui qui s'opposerait à celui de la "convergence des luttes". La plèbe, à cet égard, n'a pas davantage vocation à devenir "globale" qu'à édifier un parti mondial - il faut la voir plutôt comme une maladie du système, dans ses modalités d'apparition pandémiques. Ce glissement (vaguement ironique) vers les références médicales, sanitaires et nosographiques est ce qui est destiné à s'opposer au retour de la musique militaire dans la pensée du politique (du type "grandeur de notre force", etc.). Bref, soyons termites, davantage qu'en abeilles ou fourmis...

Gilles Alfonsi - À la lettre N comme « *la philosophie comme espace de Normalisation* », vous évoquez la manière dont la philosophie universitaire, « *gardienne de l'histoire de la philosophie* », réussit à digérer toutes les pensées dissidentes, même lorsque ces pensées ont la puissance de « *violents mouvements*

d'extraction » hors du champ philosophique. De fait, en définitive, aucune pensée n'est irrécupérable. Ne pourrait-on dire, cependant, qu'une pensée s'inscrivant explicitement dans une logique, une cohérence ou un projet alternatif a plus de chance de ne pas être récupérée ? Dans le cas de Foucault, vous évoquez la relation intense et complexe entre d'une part un travail philosophique - qui vise rien de moins qu'à « *repenser la question du pouvoir, s'inscrire en faux contre toute la philosophie classique indexée sur la souveraineté et la loi, faire émerger de nouveaux concepts pour penser les formes politiques modernes...* » - et d'autre part la réflexion et l'action engagée sur un objet précis, la prison. N'y-a-t-il pas là une sorte de (double) distorsion (entre deux pensées et entre pensée et action), qui éloigne, pénalise ou ampute la pensée Foucault d'une conception de l'action politique pour l'émancipation ?

Alain Brossat - Lorsqu'elle fait irruption dans le champ de la philosophie, et au delà, une pensée forte produit des effets de commotion, de désorientation et de perturbation dans les cadres établis du discours théorique, de l'agencement des concepts, des énoncés vrais, des effets qui s'exercent plus ou moins durablement et avec des modes d'intensité variables. C'est le cas tout particulièrement de ceux que Foucault appelle les "fondateurs de discursivité" avec

lesquels s'inaugure une nouvelle façon de "dire les choses", d'agencer les relations entre un sujet énonciateur, le discours et la vérité - il évoque ici les noms de Marx, Nietzsche et Freud. Mais on pourrait tout aussi bien évoquer ici un auteur comme Bergson et les scènes successives de sa réception, ou bien Derrida et les effets de la circulation et de la dispersion de son travail.

Ce qui m'intéresse, dans le texte que vous mentionnez, c'est la relation qui s'établit entre le trouble produit par l'irruption d'une pensée philosophique neuve, son effet d'interruption, comme s'il s'agissait d'un nouveau lancer de dés, et la façon dont les dispositifs disciplinaires vont travailler à réduire ces effets de perturbation, en élaborant, en transformant cette sève nouvelle en matériau, matière d'enseignement. Une tension durable s'établit entre la façon dont une pensée construite sur le fond d'un arrachement à toutes sortes d'habitudes de pensée va continuer à exercer ses effets de descellement et de perturbation et la manière dont les disciplines - en l'occurrence la philosophie universitaire (une discipline et une institution) - vont progressivement "prendre le contrôle" de cette pensée, c'est-à-dire la soumettre à leurs conditions. Cet enjeu est particulièrement sensible aujourd'hui à propos de penseurs comme Foucault et Deleuze dont la puissance de dessaisissement ●●●

●●● est vraiment prodigieuse : on voit bien, à la façon dont ils deviennent aujourd'hui les auteurs de référence contemporains les plus cités et mobilisés dans les espaces de la philosophie universitaire, qu'il n'est aucune pensée "dangereuse", "énergumène", aucun pas de côté qui, à la longue, ne prémunisse une pensée forte, en philosophie, contre son retraitement en matière d'enseignement.

Ce qui ne veut pas du tout dire que le destin de toute puissance de pensée soit de devenir, un jour ou l'autre, l'animal domestique ou le serviteur docile d'une discipline ou d'une institution. À un autre niveau, en effet, cette pensée va continuer à exercer ses effets de torsion sur les modes de pensée et les discours. Des effets au fond politiques. Cette pensée continuera à agir comme un ferment de désagrégation de "façons de dire" encroûtées et comme le levain d'une façon nouvelle de dire les choses, c'est-à-dire de les penser et de lier des actions à ces pensées. Cet effet de dissolution / redéploiement s'exerce sur une ligne de front où est en jeu la relation entre le sujet énonciateur immergé dans l'ordre des discours et la vérité.

Le cas typique, c'est Foucault et la façon dont il incite toute une génération philosophique (et au-delà) formée dans le moule de la discursivité marxiste à réorganiser

entièrement son entendement, à propos de la question du pouvoir : ne plus penser le pouvoir en termes de substance, ne plus le confondre avec la question de l'État, saisir son caractère relationnel, stratégique, technologique, etc. Ou bien encore, comme cela s'est constaté au cours des dernières années : comment

**Le mieux
que l'on puisse attendre
de la philosophie dans
le domaine politique,
c'est une incitation à
bousculer ses habitudes
de pensée, sa façon
de "dire les choses"
dans un certain
horizon de vérité, pour
les reprendre à la racine
et aller vers d'autres
fondements,
d'autres pratiques.**

quelques petits textes épars vont nous inciter à couper les ponts avec le discours exsangue de l'utopie (dont le milieu, dans son acception marxiste, est l'histoire) pour nous ressourcer du côté des "espaces autres", des hétérotopies. Une nouvelle machine de pensée se met en

route, qui embraye sur d'autres pratiques, une redéfinition des enjeux politiques.

D'une pensée philosophique, il est bien évidemment tout à fait vain d'attendre des propositions politiques directes, du prêt-à-porter politique. Quand un philosophe s'engage sur le terrain politique, fait des propositions politiques, exprime des opinions politiques, c'est toujours dans un certain état de dissociation d'avec son travail proprement philosophique - même Foucault, quand il "embraye" de sa recherche sur les origines de la prison pénitentiaire (*Surveiller et punir*) sur les luttes autour des prisons, dans les années 1970, le fait sur un mode qui est celui de l'*interruption* : il interrompt son livre, sa recherche pour passer à autre chose - les manifs, les rassemblements devant les prisons, l'écriture des brochures, etc.

Les philosophes qui entretiennent l'illusion d'une dimension politique immédiate (*ready for use*) de leur travail philosophique dans le domaine politique sont à la fois de mauvais philosophes et de piètres politiciens - Garaudy. La philosophie exerce son influence dans le domaine politique par éclats, souvent différés, et généralement dispersés. La notion même d'une doctrine philosophique *fondatrice* d'une pratique politique est une catastrophe et pour la philosophie et pour la politique - la raison pour ●●●



●●● laquelle j'ai *tout à fait* cessé d'être marxiste.

Le mieux que l'on puisse attendre de la philosophie, finalement, dans le domaine politique, c'est une incitation à bousculer ses habitudes de pensée, c'est-à-dire sa façon de "dire les choses" dans un certain horizon de vérité, pour les reprendre, ces choses, à la racine et aller vers d'autres fondements, d'autres pratiques.

L'idée qu'une pensée, quels que soient sa force et son statut, puisse être dotée d'une qualité subversive intrinsèque et rétive à toute forme de "récupération" (je dirais plutôt recyclage) est évidemment bien naïve. La pensée, les pensées ont vocation à circuler, infuser, infiltrer, contaminer, infecter, et à produire ainsi leurs effets sur un mode souvent imperceptible et jamais calculable. La notion d'une pensée si forte qu'elle imposerait, de par cette force même, sa législation, rigoureuse et inflexible, est une idée théologique. La philosophie a donc part liée avec l'émancipation sur ce mode oblique et indirect. Elle ne fournit pas de directives, elle n'abonde aucun compte politique, elle ne distribue pas de programme, elle fait mieux - elle donne des idées, la chose qui manque le plus à la politique aujourd'hui et à ceux qui pensent la faire.

Gilles Alfonsi - À la lettre G, comme « *Gouvernement à la culture* », vous montrez comment s'est construite la culture comme « *milieu du rassemblement sans délibération* », à la place de la constitution d'espaces politiques locaux. La culture serait devenue une sorte de « *ciment liquide* » destiné à « *faire tenir ensemble* » une « *population* », contre l'idée que la division et le caractère irréductible de certains écarts constituent l'élément structurant de la vie politique (ou d'une démocratie authentique). En quoi les expressions « *la culture n'est pas une marchandise comme les autres* » et « *la culture est en danger, il faut défendre la culture* », bien qu'elles soient énoncées par des partisans affirmés de l'émancipation, font-elles problèmes ?

Alain Brossat - Je ne sais pas qui sont les "partisans affirmés de l'émancipation" que vous évoquez dans votre question, en tout cas, s'il s'agit des intermittents du spectacle en tant que catégorie générale ou des héritiers de Jack Ralite qui exercent leur ministère sur la culture de la banlieue ex-rouge, j'y regarderais à deux fois. Ce que j'ai dit dans *Le grand dégoût culturel* et dont je ne démords pas, c'est que la culture, dans nos sociétés, ne peut plus depuis les années Lang au moins être considérée en premier lieu, selon les lignes

d'énoncés hérités et en pilotage automatique, comme un "moyen d'émancipation" ou comme un enjeu d'extension du champ de la démocratie (la ritournelle de la "démocratisation de la culture", au sens où l'on parle de la "démocratisation" de la pratique du golf ou des vacances aux Maldives). "La culture" (je mets le mot entre guillemets, car il est devenu un slogan et un mot du pouvoir dont la puissance n'a d'équivalent que l'indistinction) est devenue avant tout un enjeu du gouvernement des vivants, au même titre que la santé ou la sécurité. On gouverne à la culture, comme un moteur marche à l'essence, ce qui veut dire qu'avec la culture, en culturant les populations, en leur offrant leur pain culturel quotidien, selon leurs conditions d'appartenance sociale et leurs goûts, on dépassionne la vie publique, on produit du consensus anomique (le "public" par opposition aux formes de regroupement politiques qui supposent la division et le conflit), on sédentarise, on fixe et on synchronise ce public - autant de technologies et de dispositifs grâce auxquels celui-ci devient gouvernable et prévisible.

Plus la sphère culturelle liquide s'étend, comme une tâche d'huile, et plus la sphère politique se rétracte. La culturisation de la politique qui exerce ses ravages spécialement dans les ●●●

●●● milieux qui considèrent comme acquis que "la culture" est encore intrinsèquement "de gauche" (deux belles autres vides) est équivalente à la dépolitisation de la politique, à son extermination lente. Prenez la multitude des festivals qui se sont tenus cet été ; ils ont fait entendre leurs flonflons pendant que Gaza était écrasée sous les bombes. En avez-vous vu un seul qui se soit détourné d'un millimètre de son programme festif et commercial pour manifester quelque chose comme un soupçon d'empathie avec les Palestiniens en lutte pour leur survie en tant que peuple sans État ?

Il y a belle lurette, dans nos sociétés, que les noces de la culture et de l'émancipation ne sont plus qu'une fantasmagorie de plus, une croyance dérivée de la religion du Progrès. D'ailleurs, vous remarquerez que cette idole avait déjà été bien mise à mal dans les années 1930 - au temps où il s'avéra que la culture dont la mobilisation se destinait à dresser un rempart contre la montée du fascisme se vouait par la même occasion à promouvoir les idéaux et réalisations du régime soviétique - les camps en moins.

"La culture" n'est vraiment pas ce qui demande aujourd'hui en premier lieu à être défendu - elle est une bulle, une sphère en expansion continue, à travers

les nouvelles technologies de la communication notamment ; si notre souci est, aujourd'hui, de nous battre pied à pied contre ce qui tend à faire tomber l'existence d'un nombre croissant de gens en deçà du niveau du "vivable", du supportable, alors ce n'est pas "la culture"

**La culturisation
de la politique,
qui exerce ses ravages
spécialement dans les
milieux qui considèrent
comme acquis
que "la culture" est
encore intrinsèquement
"de gauche",
est équivalente
à la dépolitisation
de la politique.**

qui doit être défendue toutes affaires cessantes (ils ont la télé, la radio, toutes sortes d'équipements informatiques), mais bien plutôt l'emploi et le logement décents, la protection sociale, l'accès aux soins, des transports fiables, des salaires qui leur donnent les moyens de se nourrir correctement et de jouir de leurs

congés, et la jouissance de libertés publiques toujours davantage mises à mal. Pour le reste, c'est la plus grande confusion qui prévaut : les intermittents ne défendent pas "la culture" mais leur statut, dans un esprit passablement corporatiste et sans s'interroger beaucoup sur les finalités des appareils dans lesquels ils jouent leur partition, et si la culture "n'est pas une marchandise comme les autres", c'est bien qu'elle est une marchandise en premier lieu - une réalité crue que mit en lumière il y a quelques années la croisade en faveur de l'"exception culturelle" - ce sont bien en premier lieu des parts de marché et des revenus commerciaux qui y étaient en question et non pas de grands principes humanistes "hérités des Lumières".

*À suivre dans Cerises n° 231
du 10 octobre 2014.*

● Entretien réalisé par Cerises

Pour le débat

Surpris-e, stimulé-e... par cet entretien ?

Cerises se fera l'écho de vos réactions.

Adressez les à cerises@plateformeci-toyenne.net

À la reconquête de la Sécurité sociale

Le débat sur le "PFLSS" (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) démarre ces jours-ci au Parlement. Pour avoir les coudées franches, Bruno Leroux, président du groupe socialiste, n'a pas fait dans la dentelle, les députés frondeurs de son parti ont été écartés de la commission qui élabore le budget de la Sécurité sociale pour 2015.

Les premières annonces sur les mesures d'économie sur les prestations familiales sont conformes au cadre du pacte de responsabilité : réductions des prestations sociales famille pour le plus grand bonheur du MEDEF dont on risque d'attendre longtemps la contre-partie en termes de créations d'emploi.

La suite du débat ne devrait pas apporter beaucoup de surprises. L'objectif national de dépense de l'assurance maladie (ONDAM) aura une nouvelle fois des conséquences dramatiques pour les hôpitaux : la mobilisation des personnels le 23 septembre dernier a alerté sur ces conséquences. Dans les établissements publics de soins, les directions, sous la pression des ARS, feront feu de tout bois pour tenir les objectifs : réductions de RTT, ralentissement des avancements de carrière, suppressions d'emplois, augmentation des charges de travail déjà bien lourdes. C'était déjà le cas cette année au CHGR de Rennes où les salariés ont fait entendre leurs voix à plusieurs reprises, lors des manifestations ou occupation des instances de décision pour remettre en question les plans de leur direction en matière de réduction des dépenses de personnels.

Depuis 1996, le Parlement vote le PLFSS qui fixe pour l'année à venir le montant des dépenses de santé. Alors que dans ses fondements la Sécurité sociale était gérée par les représentants des salariés et du patronat, la création de la CSG et la fiscalisation de plus en plus grande du financement de la Sécurité sociale

ont conduit à un contrôle de plus en plus étatique. Il y a belle lurette qu'il n'y a plus d'élections aux caisses primaires d'assurance maladie.

La reconquête de la Sécurité sociale passe par une reconquête de la démocratie sociale et la remise en question de la gestion étatique au profit du MEDEF et des forces du capital. C'est aux assurés sociaux, aux personnels de santé et à leurs représentants de décider des objectifs de dépenses de santé publique.

La reconquête de la Sécurité sociale passe par une reconquête de la démocratie sociale et la remise en question de la gestion étatique au profit du MEDEF et des forces du capital.

C'est aux assurés sociaux, aux personnels de santé et à leurs représentants de décider des objectifs de dépenses de santé publique.

La Sécurité sociale, c'est aussi ce déjà-là d'une société dépassant le système capitaliste. De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.

De 1945 à 1995, la montée en puissance des cotisations sociales a constitué une avancée considérable du mouvement ouvrier. Malgré les exonérations multiples de cotisations patronales, il n'en demeure pas moins que 45 % du salaire est aujourd'hui socialisé.

Si le budget de la Sécurité sociale représente plus de 20 % du PIB, soit 340 milliards d'euros, et son déficit annuel 11 milliards, rappelons que les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 se sont montés à 43 milliards d'euros, donc pas de problème pour en finir avec les exonérations patronales.

Le 16 octobre, la CGT appelle à se mobiliser pour la reconquête de la Sécurité sociale. Il est regrettable que la première centrale syndicale française n'ait pas su, pas voulu travailler à des mobilisations unitaires. Ce sera cependant l'occasion d'apporter notre grain de sel à la construction de l'alternative au système capitaliste, dont une majorité de Français pensent qu'on ne peut imaginer l'avenir dans son cadre.



● Sylvie Larue

Union nationale ?

Non, merci !

Récupération en tous sens. Présent le 25 septembre à la cérémonie d'hommage aux harkis à Paris, où le Premier ministre a commencé son discours en évoquant l'otage Hervé Gourdel « lâchement assassiné » par des jihadistes en Algérie (Y-a-t-il des assassinats courageux ? On frémit en pensant à juillet 2014), le photographe Sébastien Calvet, s'interroge, à juste titre : « *Après la dédramatisation, la respectabilité ?* » <http://photoactu.blogs.liberation.fr/>



● **“Guerre, la certitude du pire”**. Sous ce titre, le mensuel électronique de *Regards* d'octobre (abonnement sur www.regards.fr) propose un entretien avec Alain Gresh, réalisé par Catherine Tricot : « *Les États-Unis et leurs alliés interviennent une nouvelle fois en Irak. La France s'illustre parmi les va-t-en-guerre. Comme si les échecs passés n'avaient pas servi de leçon.* »



● **Le communisme désarmé**. À partir d'une enquête de terrain et d'archives internes, le sociologue Julian Mischi analyse l'écart qui s'est creusé entre les classes populaires et le “parti de la classe ouvrière”, le PCF. Voir sur www.comunistesunitaires.net, rubrique “Rencontres” et, dans l'e-mensuel de *Regards*, un débat entre Roger Martelli et l'auteur.

● **À colère ambiguë, suggestion provocatrice (?)**. Voilà une grève d'ampleur inédite, celle des pharmaciens, contre un projet de loi. Contre la “libéralisation” de la vente des médicaments hors ordonnance et la concurrence des grandes surfaces ? La vente de “parapharmacie” y a déjà amorcé cette possible évolution, sans réaction majeure des officines. Contre les risques de disparition des pharmacies, en particulier les petites de “proximité” ? Bon nombre de petits indépendants ont déjà été rachetés et “fusionnés”, par plus gros. On se prend à rêver d'une telle colère contre la “marchandisation” des médicaments. Suggestion : mettre la même énergie à se battre - pourquoi pas - pour la gratuité des médicaments.

● **Focalisation n'est pas solution**. M.-G. Buffet revient dans *L'Humanité* du 30 septembre sur la GPA qu'elle condamne au

nom du combat contre la marchandisation du corps des femmes. Elle comprend la souffrance des parents sans enfant, évoque tout aussi brièvement la solution de l'adoption, mais pas du tout les obstacles rencontrés par les couples homosexuels et les lesbiennes, même si elle cite par ailleurs l'homophobie de la droite qui repart en croisade avec la “manif pour tous”. Elle appelle les « *progressistes* », « *la gauche* » à lui disputer le terrain du « *respect des individus, de la famille* » et à en faire une priorité. Mais pour traiter l'une des questions - la plus complexe - concernant la procréation, la gestation, faut-il l'isoler et oublier dans le même temps la globalité des problèmes ? Intégrer la réflexion, combien difficile, sur la GPA à la lutte pour la PMA pour tous, toujours reportée, pour l'égalité réelle de chacun-e devant l'adoption, entre autres, c'est aider au débat. La reprise, dans *L'Humanité*, à quelques semaines d'intervalle, de ce thème isolé de la GPA n'y contribue pas.

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

